

# RESSOURCES, INÉGALITÉS ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX EN AMÉRIQUE LATINE, DANS LA CARAÏBE ET EN EUROPE

RETOUR SUR LE COLLOQUE IDA - AFD - EU-LAC 2019



*coordonné par*  
**MARTINE GUIBERT ET ÉRIC SABOURIN**

# Introduction

MARTINE GUIBERT<sup>1</sup>, ÉRIC SABOURIN<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Université Toulouse 2 – Jean Jaurès, UMR 5193 CNRS LISST/Dynamiques rurales.

E-mail : [martine.guibert@univ-tlse2.fr](mailto:martine.guibert@univ-tlse2.fr)

<sup>2</sup>Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), UMR Art-Dev.

E-mail : [eric.sabourin@cirad.fr](mailto:eric.sabourin@cirad.fr)

Cet ouvrage collectif est le fruit des travaux du colloque « Ressources, inégalités et développement des territoires ruraux en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe » organisé par l'IdA, l'AFD et la Fondation EU-LAC à Paris les 4 et 5 juin 2019, dans le cadre de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Ce colloque international a été l'occasion de débats croisés entre praticiens, acteurs institutionnels et chercheurs universitaires qui se dédient à la question du développement rural. Les interventions ont été préparées à partir du constat selon lequel les territoires ruraux et agricoles jouent, grâce aux ressources naturelles spécifiques telles que l'eau, les sols et sous-sols ou la biodiversité, un rôle essentiel pour la production de biens agricoles, alimentaires et de produits énergétiques. Dans un monde marqué par une urbanisation croissante, ils sont également très importants en tant qu'espaces à vocation résidentielle, récréative, touristique ou bien encore patrimoniale, ainsi que sur le plan environnemental de manière générale. Que ce soit en Europe ou en Amérique latine et dans la Caraïbe, ces fonctions mettent en jeu des acteurs très divers dont le rapport au rural ainsi que les capacités d'accès aux ressources et d'investissement s'avèrent souvent très différents. Ces dissymétries et inégalités peuvent être à l'origine d'importantes tensions au sein même des territoires. C'est particulièrement le cas dans les régions andines ou semi-arides et dans les espaces de frontière agricole, qui connaissent des mutations profondes où s'exercent des pressions multiples. Le développement durable des espaces ruraux, indispensable à leur pérennité et leur habitabilité, passe inévitablement par la mise en œuvre de processus démocratiques de gestion intégrée permettant d'allier les trois enjeux essentiels de la conservation, de la compétitivité économique et de l'accessibilité aux ressources, acceptés par l'ensemble des acteurs. L'objectif du colloque a été de montrer comment l'articulation entre ces trois défis constitue l'une des clefs de la soutenabilité et de la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle.

L'événement a représenté un moment privilégié pour réaffirmer la pertinence des études et des actions en faveur des milieux ruraux, particulièrement cruciaux dans notre monde toujours plus urbain et globalisé. Ces milieux constituent en effet autant de lieux d'expériences où se croisent des problématiques environnementales, productives, sociales, culturelles, économiques et politiques.

Cet ouvrage présente une grande partie des contributions présentées durant les deux journées du colloque, ordonnées selon quatre thèmes. Il comporte, outre cette introduction, douze chapitres organisés en quatre parties thématiques et correspondant aux contributions d'un grand nombre de conférenciers présents. Selon l'auteur, le chapitre est rédigé en français, espagnol ou portugais.

La première partie, intitulée « **Les ruralités en Amérique latine au XXI<sup>e</sup> siècle** », réunit trois textes issus de la conférence inaugurale d'Arilson Favareto et des contributions finales assurées par Sergio Schneider, dont le texte est co-rédigé avec Mireya Valencia Perafán, et Ángela María Penagos.

Arilson Favareto, dans son texte « *Territórios rurais em um mundo urbanizado e globalizado: paradoxos e transição para a sustentabilidade* » pose le cadre de l'évolution récente des territoires ruraux dans le monde et en Amérique latine. Tout d'abord, il constate plusieurs paradoxes : le bien-être de la société humaine n'a jamais été aussi important et aussi répandu – en témoignent la réduction des taux de pauvreté, la croissance de l'espérance de vie ou l'accès élargi à l'éducation, mais en même temps, les risques relevant de la persistance d'inégalités et du dérèglement climatique n'ont jamais été aussi graves. Ensuite, à partir de la situation des territoires ruraux en Amérique latine, il dresse une analyse implacable des efforts, mais aussi des limites des tentatives mises en œuvre pour une transition plus durable. La réflexion est prolongée par un examen des implications et des opportunités de l'Agenda 2030 et des 17 objectifs du développement durable de l'ONU. Arilson Favareto pose enfin cinq questions-clés pour l'avenir des territoires ruraux et leur développement.

Le chapitre de Mireya Eugenia Valencia Perafán et Sergio Schneider « *Que desenvolvimento dos territórios rurais em América latina e no Caribe?* » dresse une trajectoire des concepts et outils qui ont contribué à l'approche territoriale des milieux ruraux. Les auteurs analysent leurs potentialités et leurs limites en termes de stratégies de développement durable pour l'Amérique latine. Ils examinent plusieurs points cruciaux de l'approche territoriale : la relation de synergie et de complémentarité entre espaces ruraux et zones urbaines, ainsi que le caractère intersectoriel mais également multidimensionnel de cette dynamique, appliquée aux territoires ruraux.

Dans le chapitre suivant, intitulé « *Desigualdades y ruralidades en América Latina y el Caribe* », Ángela María Penagos part d'une réflexion sur les conditions des territoires ruraux de la région et examine des alternatives favorisant l'émergence et le développement de politiques de réduction des inégalités dans un contexte territorial, c'est-à-dire en restant le plus proche possible des besoins et des aspirations des populations. L'analyse s'appuie sur les

données secondaires et des résultats d'enquêtes dans plusieurs pays de la région. Elle donne lieu à un ensemble de recommandations génériques méritant d'être adaptées en fonction des spécificités de chaque pays, région ou territoire.

La deuxième partie de l'ouvrage, « **Environnement et durabilité du développement** », propose trois regards sur des expériences concrètes de politiques de gestion des ressources naturelles et de l'environnement en Amérique latine, à partir d'une stratégie de transition durable et d'une approche territorialisée.

Dans son chapitre « *Territorios, parques naturales o Áreas Protegidas (AP): conservar y/o valorizar. Los Parques Nacionales Naturales de Colombia* », Carlos Tamayo, en tant qu'acteur et praticien, rend compte de l'expérience des aires protégées et parcs naturels en Colombie. La stratégie colombienne s'est appuyée sur l'évaluation des services écosystémiques pour renforcer la politique de conservation et de valorisation de ces espaces dédiés et protégés. Le texte présente l'approche méthodologique et les résultats de ce diagnostic au niveau du Système National de Parcs Naturels du pays. Les effets positifs de ce processus d'évaluation des services écosystémiques concernent principalement la qualité des eaux et du réseau hydrologique, la régulation du climat et le bien-être des visiteurs des aires protégées.

L'ingénieur forestier Oscar Ch. Sánchez présente pour sa part, dans le texte « *Los programas para proteger bosques de Costa Rica ¿Cómo pagar para preservar y usar?* », la politique de protection des forêts du Costa Rica conduite sur la base du paiement pour services environnementaux. Pionnière au niveau mondial, cette politique de récupération du couvert forestier du pays porte sur les forêts naturelles mais aussi sur les espaces boisés cultivés et gérés par des entreprises. Elle est notamment fondée sur une rémunération de pratiques écologiques des forestiers et des agriculteurs. Le chapitre rend compte de la mise en œuvre de ces programmes de protection des forêts : création du système de zones sauvages protégées, financement du reboisement, gestion et protection des forêts privées. Ces actions ont été principalement financées par l'État costaricien à travers le Fonds National de Financement Forestier (FONAFIFO). Il s'agit d'une expérience originale en matière de préservation, mais également de récupération du couvert forestier à l'échelle d'un pays, le secteur privé recevant le soutien de l'État.

Basée sur des campagnes de terrain successives et de nombreux entretiens auprès de familles vivant en milieu rural, la contribution de Marie Forget a pour titre « *Territoires ruraux et énergies dans les Andes (Argentine, Chili et Bolivie) : production et redistribution* ». Étudiant les modalités de production et d'accès à l'énergie électrique dans les territoires ruraux isolés, elle questionne la place de ces lieux de consommation au sein des nouveaux paradigmes énergétiques en analysant deux dimensions. D'un côté, le développement de l'hydroélectricité, puis celui de nouveaux fronts énergétiques, marquent le caractère globalisant de la production d'énergies et des dynamiques historiques d'intégration des territoires ruraux périphériques. De l'autre côté, l'approche territoriale et décentralisée

favorise l'inclusion sociale des populations marginales, à partir de leur équipement en dispositifs solaires et du développement de moyens de stockage adaptés et de leurs corollaires.

La troisième partie du livre, « **Ressources et organisation de la production agricole** », s'intéresse aux dimensions territoriales de cette dernière.

Prenant appui sur ses travaux de recherche dans le domaine de l'organisation industrielle et de la commercialisation des productions agro-alimentaires, Roberto Bisang présente dans le chapitre intitulé « *Estructura y funcionamiento de las Cadenas Globales de Valor Agroindustriales* », un schéma général des chaînes de valeur agro-industrielle. Il soutient l'hypothèse de la spécificité des produits agro-alimentaires qui façonnent des chaînes de valeur selon des caractéristiques propres en termes de structure, de fonctionnement et d'insertion internationale. Il analyse aussi la place des pays agro-exportateurs d'Amérique latine dans les échanges internationaux de biens et services liés au secteur agricole et alimentaire.

Ensuite, dans le chapitre « *Sistemas Agroalimentarios Localizados (SIAL) y circuitos cortos en América latina* », Denis Requier-Desjardins et Gerardo Torres Salcido proposent une révision des travaux de recherche et des expériences en matière de Systèmes agroalimentaires localisés (SIAL) et Circuits courts de commercialisation (CCC). Ces travaux conduits notamment en Argentine, Colombie, Costa Rica, Équateur et Mexique, soulignent l'accès croissant des SIAL au marché, à travers les CCC. La dynamique de développement engendrée par la classification territoriale des biens et services agro-alimentaires en milieu rural est mise en évidence. Les auteurs concluent qu'au niveau global, la combinaison entre qualification environnementale, qualification des produits et CCC peut constituer une alternative à un modèle agroalimentaire conventionnel. Mais sa portée peut toutefois être limitée en fonction du type de demande et de consommation.

Le chapitre de Sergio Pereira Leite intitulé « *A questão da financeirização da agricultura e da terra na América Latina: evidências a partir do caso brasileiro* » repose sur des recherches récentes. L'augmentation de la production agricole, liée à la financiarisation de l'agriculture, interroge la régulation de ce processus qui mobilise les marchés fonciers et financiers. Le modèle agro-industriel basé sur la recherche de profits croissants est fortement critiqué pour son manque de respect de l'environnement et des droits des populations vulnérables vivant dans les zones rurales concernées. Le phénomène est de plus aggravé par la concentration économique et financière, associée à une plus grande inégalité dans l'accès à la terre et à ses ressources.

Laureano del Castillo aborde la situation agraire et foncière de son pays dans le texte intitulé « *Perú: los estrechos límites de un modelo de desarrollo agrario* ». Rappelant l'extrême diversité des territoires ruraux et des exploitations familiales, il souligne que l'agriculture entrepreneuriale d'exportation s'est développée principalement sur la côte péruvienne et en partie en Amazonie. Cette croissance a été facilitée par d'importantes aides publiques et

fiscales en matière d'accès à la terre, ainsi que par la mise en place d'infrastructures hydriques et d'un régime de travail spécial pour les employés agricoles. Ce modèle de développement ne bénéficie pas à l'agriculture familiale qui constitue l'essentiel des communautés rurales et autochtones du Pérou. Les inégalités croissantes et les irrégularités commises par les entreprises extractives et minières ont déjà engendré de graves conflits, qui pourraient augmenter si des politiques territorialisées garantissant les droits et l'accès à la terre et aux ressources n'étaient pas adoptées en faveur des populations rurales.

La quatrième partie, enfin, se concentre sur la thématique « **Action publique et développement rural** » en Amérique latine et en Europe.

Dans sa contribution intitulée « *Les territoires des paysanneries, un angle mort de la participation politique dans les pays andins* », Évelyne Mesclier analyse les raisons et les enjeux du manque de participation et de reconnaissance de l'implication des acteurs ruraux en matière de politique publique et de projets d'aménagement pour leur territoire dans la zone andine. À partir de recherches récentes dans quatre pays (Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou), l'auteure explique le peu d'effet de la décentralisation sur la participation directe aux décisions des habitants et de leurs représentants politiques ou professionnels, des facteurs dépassant et s'imposant aux seuls enjeux locaux du développement des espaces de vie des populations rurales andines.

Depuis son poste à la Commission de Bruxelles, María Gafo Gómez-Zamallo propose une réflexion sur la politique européenne de développement rural dans le texte intitulé « *La política de desarrollo rural de la Unión Europea (UE), con especial atención a los aspectos sociales* ». Elle rappelle les mesures proposées par le pilier « développement rural » de l'actuelle Politique agricole commune (PAC) et les potentialités liées au futur cadre réglementaire post-2020. Des exemples spécifiques de projets contribuant à la survie des zones rurales sont examinés dans le cadre d'une réflexion sur l'apport des différentes politiques européennes, nationales et locales, et le besoin d'intégrer l'extrême diversité des zones rurales, de leurs populations et activités. Pris séparément, les États membres et les régions de l'Union européenne sont, de fait, uniques en termes de cultures, de traditions locales et de besoins territoriaux. Une des conclusions du chapitre indique que la future PAC envisage de renforcer le tissu socio-économique des zones rurales, en donnant aux États membres la flexibilité et le soutien nécessaires pour adapter les interventions aux besoins et aux conditions de leurs territoires grâce à des modalités simplifiées et moins normatives.

Au terme de ces contributions écrites et avec pour toile de fond leurs présentations orales et les échanges développés lors du colloque, deux grands enseignements peuvent être tirés.

En premier lieu, la conservation, l'accessibilité aux ressources et la compétitivité économique, en tant qu'enjeux clefs du développement des territoires ruraux en Amérique latine et dans la Caraïbe, comme en Europe, ne peuvent ignorer, au-delà des politiques publiques, l'importance des expériences locales de développement rural et de l'action publique territoriale. Le fait de miser sur le temps long et sur le renforcement de la société civile, peut

être une manière de garantir une institutionnalisation plus fonctionnelle, mais surtout plus juste et plus démocratique des processus de développement. Une connaissance fine des réalités territoriales s'avère donc indispensable, aussi bien pour les praticiens, les décideurs que pour les observateurs.

En second lieu, plus les sociétés sont urbanisées et globalisées, plus elles doivent (re)connaître la dimension rurale qui les soutient. Plus l'urbanité s'enracine dans les pratiques et dans les représentations, plus la résilience des territoires et des territorialités rurales s'affirme et se fait nécessaire. Les urgences actuelles des transitions climatique, écologique et agro-alimentaire, appellent à raisonner en termes de co-construction du développement des territoires ruraux entre acteurs privés, publics et collectifs. Il s'agit de prendre en compte l'interdépendance entre les mondes urbains et ruraux, ces derniers étant des lieux d'apprentissages renouvelés, également essentiels aux sociétés de demain.

\*\*\*